Fluor : le Conseil d'Etat et le haut-parleur d'Alusuisse

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (1978)**

Heft 470

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1027326

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Nous avons vu dans les années 60 l'autorité militaire française interdire à un officier de venir témoigner à un procès concernant des Algériens... Mais enfin, c'était en France! Et puis c'était la guerre, quand bien même elle n'osait pas dire son nom. Il faut donc relire Montesquieu et son *Esprit des Lois.* Il est de toute actualité, et c'est de toute urgence.

A part quoi: Avez-vous lu *Main basse sur l'Afrique,* de Ziegler? (Un livre qui ne semble pas de nature à le réconcilier avec Mme Hersch, ni avec M. Lasserre!) Je suis en train de le lire. Par exemple ceci, qui nous concerne:
"Certains partis sociaux démocrates sont les auxiliaires directs de l'impérialisme premier nord-américain. L'exemple de l'Allemagne fédérale est à cet égard instructif. Ce pays abrite le mouvement ouvrier le plus puissant d'Europe. Voici comment fonctionne la stratégie impérialiste du mouvement ouvrier allemand: Helmut Schmidt, chancelier, dirige l'Etat. Son intime, Herbert Wehner, administre le groupe parlementaire et fait voter les lois nécessaires (vente d'armes à Pinochet, installation de réacteurs nucléaires au Brésil, consolidation de la dette extérieure argentine, etc)..." (p.50)
Qu'en pensez-vous? Mais de ceci, plus, une autre fois! J.C

VALAIS

Fluor: le Conseil d'Etat et le haut-parleur d'Alusuisse

"Dans le cas où le Conseil d'Etat serait amené à fixer des exigences exagérées, les membres des commissions du personnel attirent son attention sur les conséquences qui en découleraient, c'est-à-dire la fermeture probable des halles d'électrolyse de Chippis, avec comme corollaire:
– la perte de 450 places de travail, si l'on songe aux services annexes dépendant de ce secteur de production, véritable cœur de nos usines;
– les difficultés de recyclage de ce personnel peu habitué aux autres départements et souvent d'un âge avancé;
– la perte financière pour le pays s'il fallait songer à importer le métal brut;
– la perte pour l'économie de la région et du Valais entier au moment où la récession persiste à déployer ses effets;
– les problèmes sociaux qui ne manqueraient pas de surgir et que le Gouvernement serait appelé à régler avec d'autant plus de difficultés qu'on lui aurait enlevé une partie de ses moyens financiers.
Les membres des commissions précitées (voir plus bas. Réd.) qui ont eu l'habitude de régler leurs difficultés internes sans importuner les autorités font confiance au Conseil d'Etat pour qu'il tienne compte, dans sa sage décision, de concilier la protection de l'environnement avec le maintien de l'emploi et de la production actuelle des usines d'électrolyse".
Les commissions du personnel (représentant 2100 collaborateurs des usines de Chippis et de Sierre, 340 collaborateurs de l'usine de Steg, 430 collaborateurs employés des usines valaisannes) n'y allaient pas de main morte, à la fin de la semaine passée, s'adressant au Consel d'Etat sur le point de statuer sur le dossier fluor – Alusuisse (cf. DP 469). Les suggestions: accepter les normes de réductions des émanations telles que proposées par la direction des usines, accepter aussi les incidences financières des transformations telles que publiées par Alusuisse, accepter enfin des délais "raisonnables" pour les opérations d'assainissement des installations en cause.
La politique d'information d'Alusuisse étant ce qu'elle est, comment imaginer que les commissions du personnel de ses usines traduisent dans leurs revendications autre chose que le "bon choix" patronal, à savoir la pollution ou l'emploi? Plus précisément: les exigences "exagérées" sont celles qui menacent l'emploi... et pour la direction des usines, le seuil critique de l'emploi et de la "rentabilité" est dépassé bien avant d'entrer dans le champ des propositions de l'Association de défense contre les émanations nocives des usines, avant même d'envisager l'application des normes définies par les experts mandatés par la Confédération! Dans ces conditions, la mise en demeure des commissions du personnel n'ajoute rien au chantage organisé par Alusuisse, tout au plus confirme-t-elle l'importance des moyens mis en œuvre pour conditionner l'opinion et la façon dont Alusuisse utilise sa position de force sur le marché du travail valaisan. Pour trancher, dépasser le "statu quo", bénéfique pour la multinationale et donner la priorité à la défense de l'environnement, le Conseil d'Etat devra percer le brouillard savamment entretenu sur les véritables données économiques et financières du problème: pourquoi les "sacrifices" indispensables pour la santé de l'air et des travailleurs de l'aluminium sont-ils possibles partout ailleurs dans le monde, et pas en Valais?

BAGATELLES

Etrange rapprochement : la même semaine l'illustré alémanique "Schweizer Illustrierte" présentait le futur président de l'Union syndicale suisse, Richard Muller, et la "Schweizerische Handelszeitung", moniteur économique alémanique, dressait le portrait de Beat Kappeler, secrétaire de la même USS. Au chapitre des transports "SI" expliquait que Richard Muller est amateur de voitures rapides (actuellement une Porsche Carrera), alors que "SHZ" livrait les raisons de Beat Kappeler d'aimer le vélo et les chemins de fer.

* * *

"Focus" publie son centième numéro en souhaitant que le dernier numéro paraisse prochainement. Ce paradoxe n'est qu'apparent. Des pourparler visant à une fusion sont en cours entre "Focus" (mensuel) "Das Konzept"(mensuel), "Die Leserzeitung" (bi-mensuel) et "Zeitdienst" (hebdomadaire) en vue de créer un journal plus important de l'extrême-gauche alémanique. Les pourparlers ne sont pas faciles et déjà une nouvelle concurrence s'annonce. Certains rédacteurs de "WUT", journal gratuit des anciens rédacteurs de "Tat" aimeraient le transformer en journal de la gauche alémanique.